



DOSSIER DE PRESSE

Campagne « Mon lait est local ». Journée Mondiale du Lait (1^{er} juin 2021)

Contexte	p. 2
Chiffres clés	p. 4
Mon lait est local : la campagne	p. 5
Contacts, ressources	p. 4

CONTEXTE

I. Contexte général

Les marchés des pays développés vivent une crise du lait à cause d'une surproduction et d'un manque de débouchés. L'industrie agroalimentaire achète le lait à bas prix aux producteurs européens et l'écoule en Afrique, de l'Ouest notamment, où la filière locale n'arrive pas à s'aligner sur les prix compétitifs : jusqu'à 30 % moins cher que les produits d'éleveurs africains. Une concurrence féroce qui, en dehors du tarif, pose un problème de qualité puisqu'il s'agit de poudre écrémée et ré-engraissée à l'huile de palme ou à d'autres matières grasses végétales (MVG).

Ces produits inondent pourtant le marché africain où le pastoralisme et l'agropastoralisme font vivre et génèrent des revenus participant à la sécurité alimentaire de plus de 48 millions de pasteurs et agro-pasteurs. Les importations ouest-africaines de lait en poudre n'ont cessé de croître depuis une décennie, allant jusqu'à 60 % de la balance.

En 2018, l'Afrique de l'Ouest a importé 276 892 tonnes de mélange lait écrémé-Matière Grasse Végétale (MVG) en poudre. Presque trois fois plus qu'en 2016 (24 %), et 200 fois plus qu'en 2008 (234 %). D'après OXFAM et SOS FAIM, ces exportations de l'UE de poudre de lait et de mélanges vers l'Afrique de l'Ouest ont consisté à 74,9 % en un mélange poudre de lait écrémé-MVG en poudre.

II. Un lait local en danger

Sur une production ouest-africaine estimée à 4 milliards de litres de lait de trait, couvrant environ 50 % de la consommation, 2 % seulement (60 millions de litre) sont collectés et transformés par les mini-laiteries et l'industrie laitière alors que la collecte industrielle locale fait vivre 15 à 20 000 familles d'éleveurs et de collecteurs directement. A titre d'exemple, la « Laiterie du Berger », au Sénégal, donne des revenus annuels variant entre 250 000 et 500 000 F CFA par famille ; et en Mauritanie, de nombreuses familles gagnent plus d'un million F CFA/an en étant fournisseurs d'entreprises telles que Tiviski ou TopLait.

Le lait local est en danger en Afrique de l'Ouest. Une menace accentuée par les facilités faites à l'importation du lait en poudre écrémée ré-engraissée à l'huile de palme ou à MG. Au sein de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) le tarif extérieur commun (TEC) adopté en 2014-2016 prévoit une taxation clémente. La poudre de lait et de mélange MG en vrac est frappée de 5 %, et 20 % pour les importations de sacs de mélange MVG de moins de 12,5 Kg.

III. les pays concernés et les acteurs :

a) Les pays concernés :

Burkina Faso, Sénégal, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad.

b) Les acteurs :

La campagne régionale est orientée par un **comité de pilotage** (COPIL) au niveau régional dont l'Association pour la promotion de l'élevage au sahel et en savane (APESS) assure la coordination. Ce COPIL compte une dizaine d'organisations régionales dont APESS, le CIRAD

(Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement), GRET, IRAM (Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement), IPAR (Initiative Prospective Agricole et rurale), SOS FAIM, CARE, RBM, Réseau Lait Equitable, ROPPA (Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest), Inter-réseaux et un représentant par pays impliqué. Les pays focus ont mis en place des coalitions porteuses de la campagne au niveau national qui incluent les acteurs pertinents et les membres nationaux des organisations régionales.

- **Burkina Faso** : Union Nationale des Mini laiteries et Producteurs de Lait (UMPL-B) ; Plate-forme pour la Sécurisation des Ménages Pastoraux (PASMEP) ; Iprolait ; Cellule Nationale de Coordination /APESS ; Conseil Régional des Unions du Sahel (CRUS) ; Confédération Paysanne du Faso (CPF) ; GRET/GO IN ; Oxfam ; SOS Faim.
- **Sénégal** : FENAFILS ; SOS Faim ; RBM ; APESS ; Ministère de l'Elevage et des productions animales ; Institut des Technologies Alimentaires ; ISRA ; Directoire National des Femmes en Elevage (DINFEL) ; Ranch de Dolly ; ANIPL : association nationale pour l'intensification de la production locale ; Oxfam ; Kirène.
- **Mali** : AOPP régionale Sikasso ; AOPP régionale Mopti ; Soudou – Kossam Bankass ; Coop. Badenya ; Coop. Lait Kolondiéba ; Sigida nono Koutiala ; Coprolait Dêh Gongasso ; Coopérative Sikasso ; Profilait Bamako ; FENALAIT Kassela ; UR Lait Koulikoro ; CAD – Mali ; CAB – Dèmèso ; Oxfam ; VSF – Belgique ; APESS – Mali ; RBM au Mali ; PRODEVALAIT Bko ; APCAM.
- **Mauritanie** : Réseau des Organisations sur la Sécurité Alimentaire (ROSA) ; Forum des Organisations nationales des droits de l'homme (FONADH) ; Réseau des femmes parlementaires mauritaniennes (REFPAM) ; Alliance Citoyenne ; TIVISKI ; Club des jeunes journalistes (CJJ) ; Oxfam.
- **Niger** : Billatari CRA/Ti, Coopérative Lait Kawtal Kollo, FNEN DADO (Fédération Nationale des Éleveurs du Niger), Fromagerie La Crémère du Sahel, GAJEL, Karkara, Pi-lait Niamey, ML Hygiène, PFPN (Plateforme paysanne du Niger), Sudubaba.
- **Tchad** : APESS (Cellule Nationale de Coordination), COPAFIB, Oxfam.

CHIFFRES CLÉS

Si le lait local n'est pas protégé, c'est tout un écosystème et l'ensemble de ses acteurs qui sont menacés.

Les chiffres :

- **Six** pays d'Afrique de l'Ouest et centrale dont les économies et les équilibres sociaux sont menacés.
- **55** organisations membres impliquées.
- **2 000** producteurs et productrices affectés.
- **15** mini-laiteries dans les six pays en sursis.
- **54** distributeurs en sursis
- **48** millions de pasteurs et d'agropasteurs dans les six pays, dont la survie est en jeu.
- **276 892** tonnes de mélange lait écrémé-Matière Grasse Végétale (MVG) en poudre importés d'Europe vers l'Afrique de l'ouest en 2018.

MON LAIT EST LOCAL : LA CAMPAGNE

I. Acteurs et pays concernés

« **Mon Lait Est Local** » est une campagne régionale de défense et de promotion du lait local, mise en place par une large coalition composée de plus de 55 organisations comprenant des organisations paysannes d'éleveurs et d'agriculteurs, de consommateurs et consommatrices, de chercheurs et chercheuses, d'ONG, de mini-laiteries et d'industriels locaux. La campagne est soutenue par des ambassadeurs de renommée internationale et est active dans six pays : le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, et le Tchad. Plus d'infos ici : <https://monlaitestlocal.africa/>.

Quatre de ces pays ciblés par la campagne font partie des plus grands producteurs de lait en Afrique de l'Ouest : le Mali (1,24 million de tonnes en 2016, premier pays producteur de la région), le Niger (1,04 million de tonnes), le Burkina Faso (0,31 million de tonnes) et le Sénégal (0,23 million de tonnes).

Outre la mobilisation sociale autour du lait local et la démarche pour une consommation responsable, les producteurs et productrices, les acteurs et actrices, mènent un plaidoyer fort auprès des gouvernements et des institutions pour augmenter la part des exploitations familiales dans l'industrie laitière et la mise en place d'une politique commerciale et fiscale favorable au lait local issu des exploitations familiales, afin d'assurer des prix de lait favorables au développement des filières locales.

II. La pétition

La faible mobilisation des ressources financières au sein des coalitions nationales limite les actions d'influence dans les pays permettant de légitimer les actions régionales. Aussi, pour éviter les contrecoups d'une mort programmée de la filière locale du lait, [une pétition](#) a été mise en ligne. Actuellement, elle compte 36 201 signatures. L'objectif est d'atteindre 55 000 signatures.

La situation actuelle causée par **la pandémie de COVID-19** invite également à poser le problème en termes d'égalité, d'autosuffisance, et de sécurité alimentaires. Il est plus que nécessaire de procéder à un changement des politiques commerciales et fiscales régionales, des habitudes alimentaires des citoyens et des pratiques des multinationales laitières basées en Afrique de l'Ouest.

Pour montrer le caractère international de cette initiative, une organisation faîtière de producteurs laitiers européens, European Milk Board, s'est jointe au combat. Des ambassadeurs de renommée internationale, tels que la chanteuse malienne Oumou Sangaré, la chanteuse sénégalaise Haby Ndour ou encore le chef coutumier le Laarlé Naaba du Burkina-Faso ; des décideurs politiques engagés en faveur du lait local, comme l'ancien Président de la Mauritanie, les ministres des ressources animales dans les six pays ainsi que des parlementaires au Niger et au Sénégal ; se sont engagés à rétablir des termes commerciaux plus équilibrés en faveur du lait local africain.

CONTACTS, RESSOURCES

▪ **Internet :**

- Site de la campagne : <https://monlaitestlocal.africa/>
- Site de la pétition : <https://supportonslelaitlocal.org/>
- Facebook : <https://www.facebook.com/monlaitestlocal/>
- Twitter : <https://twitter.com/monlaitestlocal>

- **Contact :** Hamidou TIEMOGO, Chargé Communication / APESS, (+226) 76 63 54 80 ; hamidoutiemogo@gmail.com